



Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD.

« Rentrée sous haute tension » aurait pu faire le titre d'un bon film de fiction à sensations, mais c'est hélas la réalité dans nos écoles.

Deux mois après la rentrée les nombreux collègues que nous rencontrons nous parlent de la « pire rentrée de leur carrière ». Les années avancent mais le discours ne change pas : jusqu'où allons-nous aller ? Quand l'institution prendra-t-elle enfin en compte les enseignants plutôt que les impératifs de communication ?

Entre l'application des nombreuses circulaires successives voire contradictoires concernant la sécurité dans les écoles, l'appropriation et la mise en place des nouveaux programmes, la mise en place des nouveaux cycles, des réunions de secteurs, des nouveaux projets d'écoles et maintenant du nouveau livret d'évaluation, la part du temps consacrée à la pédagogie et aux relations avec nos élèves et leurs familles s'amenuise malgré nous.

Si nous voulons mettre en place correctement toutes ces nouveautés pour l'amélioration de la réussite scolaire pour tous, il est nécessaire d'y accorder du temps, de la formation et des moyens.

Le SNUipp-FSU estime que ce temps peut être pris sur les heures d'APC. En effet les enseignants ont besoin de temps pour travailler en équipe d'autant que peu de bilans ont été faits suite à la mise en place des APC mais plusieurs études soulignent que la difficulté scolaire ne peut se régler en dehors de la classe et en l'absence de personnels spécialisés. L'absence de RASED a des conséquences dramatiques pour certains élèves et nous en faisons le constat quotidiennement dans nos classes. Depuis une dizaine d'années, les dispositifs visant à l'individualisation des parcours scolaires et se situant à la périphérie de la classe et du temps scolaire se sont multipliés : aide personnalisée, PAP, stages de remise à niveau, et maintenant APC.... sans vraiment d'effets sur les inégalités de réussite scolaire comme le rappelle le dernier rapport du CNESE. Le récent rapport PISA indique que l'école française est une des plus inégalitaires des pays de l'OCDE et que les écarts de réussite entre les élèves issus des milieux populaires et ceux issus des classes favorisées ont augmenté ces quinze dernières années.

Concernant la mise en place du Livret Scolaire Unique, le SNUipp-FSU demande un moratoire d'un an. Nous vous lirons Madame la DASEN une motion spéciale concernant la mise en place de ce LSU dans le département.

La CAPD d'aujourd'hui a pour objet principal l'étude des promotions des enseignants de la Dordogne. Nous savons tous que les enseignants du primaire sont beaucoup moins rémunérés que la moyenne des pays de l'OCDE. Le moment des promotions est donc très attendu pour nous car cela représente le seul moyen de voir évoluer notre pouvoir d'achat. Même si nous avons obtenu la réouverture des discussions et le versement à presque tous les enseignants de l'ISAE soit l'équivalent d'une revalorisation de 1200 euros, nous regrettons que 15 000 collègues en soient encore exclus.

Cela fait des années que nous dénonçons un système inégalitaire et la mise en place du PPCR n'est pas prête de lever ces discriminations : création d'un nouveau grade, inadmissible pour nous, le flou maintenu sur l'évaluation des enseignants pour leurs quatre rendez-vous de carrière ne nous satisfait pas. Nous sommes en effet, opposés à tout quota, à toute forme d'avancement au mérite qui ne fait que mettre les enseignants en concurrence et crée des inégalités profondes.

Pour le SNUipp-FSU nous voulons des salaires augmentés pour tous avec une carrière unique pour les enseignants des écoles.

Nous voudrions aussi et une fois de plus évoquer le problème des instituteurs de la Dordogne qui ne peuvent pas être promus car ils sont trop peu nombreux alors même qu'il n'y a plus de concours interne sans que nous en connaissions les raisons.

Le SNUipp-FSU continuera de porter les légitimes revendications des collègues.